

**Arrêté du 23 octobre 2020  
prescrivant des mesures visant à lutter contre la propagation du virus Covid-19  
dans le département des Deux-Sèvres**

Le préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et suivants, L. 2215-1, L. 3221-4 et L. 3221-5 ;

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3136-1 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de M. Emmanuel AUBRY en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

**Vu** le décret du 07 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Benoit ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine ;

**Vu** l'avis du 22 octobre 2020 du directeur général de l'agence régionale de santé concernant la situation épidémiologique dans le département des Deux-Sèvres ;

**Considérant** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

**Considérant** le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 sur le territoire national et les risques que la contraction de la maladie Covid-19 pose pour la santé publique ;

**Considérant** la nécessité de casser les chaînes de contamination, en limitant la multiplication des interactions sociales et les rassemblements ;

**Considérant** que la loi du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, en son article 1er, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habilitier les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

**Considérant** que le II de l'article 1er du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 susvisé, pris pour l'application de cette disposition, habilite le préfet de département, dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit, à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent, « sauf dans les locaux d'habitation» ;

**Considérant** que le taux de positivité en Deux-Sèvres s'élève désormais à 7,3 pour la semaine 42 ; que le taux d'incidence atteint 92,3 pour 100 000 habitants, soit une augmentation de 34,9 points par rapport à la semaine 41 ; que 9 clusters ont été recensés dans le département au 22 octobre et qu'une dizaine de nouvelles personnes ont été hospitalisées ;

**Considérant** que ces indicateurs connaissent une évolution défavorable très rapide ces derniers jours, malgré les premières mesures de sauvegarde prises par le préfet des Deux-Sèvres ;

**Considérant** en cela que de nouvelles mesures de sauvegarde particulières, nécessaires et proportionnées sont nécessaires pour lutter contre la propagation du virus Covid-19 dans le département des Deux-Sèvres, désormais à un niveau de vulnérabilité très élevé ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet ;

## **ARRÊTE :**

### Article 1<sup>er</sup> :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du samedi 24 octobre 2020 jusqu'au 14 novembre 2020.

### Chapitre 1<sup>er</sup> : Port du masque

#### Article 2 :

Dans le département des Deux-Sèvres, toute personne de plus de onze ans porte un masque de protection sur les voies et espaces définis au présent arrêté, dans les conditions définies en annexe 1 du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 précité.

L'obligation prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

#### Article 3 :

Dans le département des Deux-Sèvres, l'obligation de port du masque visée à l'article 2 s'applique à toute personne circulant à pied :

- dans les marchés, aux jours et aux heures d'ouverture au public desdits marchés ;
- les parvis des établissements scolaires du département des Deux-Sèvres, aux heures d'entrées et de sorties de classe, ainsi que sur les pôles d'échanges des transports en commun ;
- dans les cimetières ;
- dans les parkings et à moins de 50 mètres des établissements recevant du public de type M (centres commerciaux) ;

- et dans les villes de plus de 5000 habitants suivantes : Niort, Bressuire, Thouars, Parthenay, Mauléon, Chauray, Saint-Maixent-l'Ecole, Melle, La Crèche, Aiffres, Nueil-les-Aubiers et Moncoutant-sur-Sèvre.

## **Chapitre 2 : Débits de boissons et restauration**

### **Article 4 :**

A compter de la publication du présent arrêté, dans le département des Deux-Sèvres, toutes les dérogations d'ouverture tardive pour les bars et débits de boissons déjà accordées sont suspendues.

### **Article 5 :**

Les débits de boissons et les points de restauration dans les établissements sportifs couverts et de plein air, les parcs à thème, les parcs zoologiques et les fêtes foraines sont interdits.

## **Chapitre 3 : Activités et ERP**

### **Article 6 :**

Toute musique amplifiée pouvant être entendue de la voie publique, et en cela engendrer des regroupements de personnes, est interdite.

### **Article 7 :**

Dans les restaurants et établissements ayant des activités de restauration (ERP de types N, EF et OA), les personnes accueillies renseigneront sur un support spécifiquement prévu à cet effet leurs nom et prénom, ainsi que les informations permettant de les contacter. Ces informations seront conservées par le gérant de l'établissement pendant une durée de quinze jours, avant d'être détruites, et ne pourront être utilisées que pour la mise en œuvre du processus d'identification et de suivi des personnes ayant été en contact avec un cas confirmé de Covid-19.

### **Article 8 :**

L'accueil des spectateurs debout est interdit dans les établissements d'activités physiques et sportives relevant des articles L. 322-1 et L. 322-2 du code du sport. Il devra être organisé en fonction des places assises disponibles, en laissant un siège libre entre deux personnes, ou entre chaque groupe de moins de six personnes.

## **Chapitre 4 : Recours et exécution**

### **Article 9 :**

Toute infraction aux prescriptions du présent arrêté expose aux sanctions prévues par l'article L. 3136-1 du code de la santé publique.

Article 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Poitiers, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 11 :

L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2020 prescrivant des mesures visant à lutter contre la propagation du virus Covid-19 dans le département des Deux-Sèvres est abrogé.

Article 12 :

La Secrétaire Générale, la sous-préfète de Bressuire, la sous-préfète de Parthenay, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, et l'ensemble des maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et affiché aux abords des lieux concernés.

Une copie de cet arrêté est transmise au directeur départemental de l'agence régionale de santé ainsi qu'au procureur de la République.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale, sous-préfète de  
l'arrondissement de Niort,



Anne BARETAUD